

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

20<sup>ème</sup> année - N° 3446 - Vendredi 02 Août 2019 - Prix : 200 Fc

RETRAITE MINISTÉRIELLE DE LA COI

## L'avenir de la COI au cœur du conseil des ministres



Les OPL de la COI en discussion

**EXPLOSIONS DE MINES**

**« Climat de psychose à Anjouan »**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 26 au 30 Juillet 2019**

Lever du soleil:  
06h 27mn  
Coucher du soleil:  
18h 00mn  
Fadjr : 05h 14mn  
Dhouhr : 12h 17mn  
Ansr : 15h 15mn  
Maghrib: 18h 03mn  
Incha: 19h 17mn



Du 30 au 31 juillet dernier, a eu lieu à l'hôtel Retaj, une rencontre de différents intervenants dans la gestion de l'eau pour mettre la dernière main sur le code de l'eau, qui est à sa septième mouture. Cette rencontre a été initiée par la Direction générale de l'Energie, des mines et de l'eau, sur la base d'un travail qui été mené par des consultants.

Sur le plan juridique, il a été révélé une certaine confusion dans la répartition des rôles et des responsabilités qui pourraient créer un conflit de compétences. Le rôle de la société nationale de l'eau (Sonede) devait être clairement identifié dans le cadre d'une gestion intégrée dans la mesure où elle est avant tout un usager de l'eau avant de revêtir sa casquette d'institution en charge de la régulation de la ressource au niveau institutionnel.

Les débats ont aussi porté sur les niveaux des structures en charge de la gestion de l'eau. Les consultants ont tenu à rappeler les principes de

## GESTION INTÉGRÉE DE L'EAU (GIRE)

# Le Code de l'eau au cœur des discussions



Au premier plan Mme Chadhouliati Abdou Chakour

la Gire, comme le principe de subsidiarité et la durabilité environnementale. Il a été souligné que le projet actuel contient trop de dispositions détaillées et que cela nécessite de revoir la structuration de certains titres pour éviter une dispersion

dans le contenu du code.

Il a été proposé de s'en tenir à définir l'objet de la loi et son champ d'application. Rappelant au passage que tout dans le code prend en compte les éléments de la politique nationale contenus dans la stratégie

de croissance accélérée de développement durable (SCADD).

Mme Chadhouliati, la directrice en charge de l'eau a, pour sa part, mis en exergue tout le travail qui a été fourni dans l'élaboration de la version 7 et a estimé que le présent travail va permettre aux décideurs d'aller de l'avant. Rappelant au passage que l'accès à l'eau à la population dans des bonnes conditions constitue une des préoccupations majeures des autorités nationales. Et que par ailleurs ce code s'inscrit dans les engagements pris par l'état auprès des communautés internationales et régionales à travers le respect de l'agenda 2030 sur le développement durable, de l'agenda 2063 de l'Union africaine sur le développement.

Elle a en outre rappelé que la Direction générale en charge de l'eau assure la fonction régalienne de l'eau et de l'assainissement par,

entre autres, la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de l'eau et de l'assainissement à travers la réalisation des études à caractère stratégique qui concernent le pays.

Le code prévoit la création d'un Conseil Supérieur des Ressources Hydrauliques (CSRH) dont les réunions seront présidées par le Secrétaire Général du ministère en charge de l'eau et assainissement. Ce conseil sera chargé d'examiner et d'émettre son avis sur les sujets qui lui sont soumis et notamment sur les orientations et principes généraux de la politique hydraulique du pays et les études prospectives relatives au secteur de l'eau de grande envergure et présentant un caractère d'intérêt national ou régional et le Plan National des Ressources en Eau.

Mmagaza

Le samedi 3 août, l'association Maesha Health Development organise les Jeux Olympiques des Jeunes Comoriens. Une journée organisée autour de différentes activités sportives qui se joueront au stade de Moroni. Pour les membres de l'association, l'objectif de cette journée est de pousser les jeunes à pratiquer le sport pour garder une bonne hygiène de vie et être en bonne santé.

Association à but non lucratif, l'association Maesha Health Development (MHD) organise le samedi 3 Août au stade de Moroni les Jeux Olympiques des Jeunes Comoriens (JOJC). Ce dernier est une compétition sous forme d'olympiade organisé en faveur des jeunes enfants entre 9 et 14 ans. Pour le vice-président de l'association, Mohamed Kawame, la journée est un moyen de pousser les jeunes à la pratique du sport. « L'objectif de Maesha Health Development est de s'investir pour le bien de la femme et des jeunes comoriens à travers la pratique du sport qui est un des biens faits pour rester en bonne santé », explique Mohamed Kawame.

Affirmant que l'association n'est pas à ses premières activités depuis sa création en 2017 en France, son vice-président dit qu'elle a organisé la même année une conférence autour de l'hygiène de la femme animée par Dr Nadjwa et Dr Bacar puis l'année suivante, une compétition de sport pour les enfants des écoles coraniques. « Ce sont ces activités qui nous ont poussé à revenir cette année avec un projet des jeux pour les enfants issus de Moroni et des villages périphériques », dit-il.

« Cet événement est non seulement un moyen de rassembler les

## SOCIÉTÉ

# JOJC un évènement pour la santé des jeunes

jeunes, de les garder en bonne santé mais aussi de les pousser à pratiquer le sport pour rehausser le niveau de sport dans l'archipel », poursuit-il. Parmi les jeux choisis en cette journée, du football, du Marathon, du Basketball et d'autres activités sportives non pratiquées aux Comores comme le Freezbee, le Badminton et le Volleyball qui malgré qu'il soit pratiqué ici mais pas en grande envergure.

Pour la Secrétaire générale de l'association, Yusra Ahamada, le choix d'apporter des nouveaux sports dans la journée c'est pour amener une nouveauté, une fraîcheur dans le pays mais aussi d'apporter un développement. « Le

développement passe aussi à la découverte des enfants de nouveaux sports qui leur permettront de garder une bonne hygiène de vie mais aussi une bonne santé », dit-elle. Le MHD souhaite et espère que tel sera le cas créer un électrochoc au niveau de la population et au niveau des institutions pour pouvoir mettre en place des formations et des structures à ces sports qui ne sont ni connus ni pratiqués au pays. En cette journée de JOJC, l'association assure de prendre en charge les jeunes des six localités recensés pour participer à l'évènement.

A.O Yazid

## SOCIÉTÉ

# La société MPC devient partenaire de Lafarge

La société à responsabilité limitée MPC a tenu une conférence de presse, hier jeudi 1er août à Voidjou pour présenter un accord qui le lie à la société Lafarge pour la commercialisation du ciment dans l'archipel.



MPC ouvre son point de vente de ciment en présence d'un représentant de Lafarge

La société à responsabilité limitée MPC travaille depuis hier jeudi en collaboration avec l'entreprise française Lafarge. Cette convention a poussé le responsable de MPC à dévoiler devant les médias le parcours effectués par la société depuis sa création. « La

Société MPC a vu le jour en 2013. Depuis, nous avons travaillé en collaboration avec des sociétés étrangères installées dans le pays. Tel est le cas de l'entreprise de l'eau Salsabil et AGK. Cela dans l'intérêt de faciliter la vie des comoriens », montre-t-il. Concernant la commercialisation du ciment dans l'île, la tonne de ciment varie entre 75.000 et 90 000 FC.

Mais selon le patron de la société MPC, ils vont essayer de revoir à la baisse ce prix avec une livraison à domicile. « En amont de plusieurs concertations entre nous et l'entreprise Lafarge dans lesquelles nous avons abordé ces sujets, la société MPC commence à savourer aujourd'hui les fruits des accords. Grâce à la volonté de Dieu et aux efforts de Dhoifir Ben Ali, responsable commercial de Lafarge, la MPC ouvre ce matin un point de vente de ciment

Hodari à Voidjou. Avec ce point de vente nous faciliterons les habitants des régions Mboudé, Hamahamet et Itsandra quant à la distance et les prix ».

Pour favoriser le développement de notre pays, Athoumani Madina exhorte le gouvernement de signer un pacte avec les grandes sociétés étrangères d'interdire de faire les mêmes activités commerciales que les jeunes comoriens sur place. « Il doit appuyer ostensiblement les jeunes porteurs de projets pour le bien de la population. Il faut noter que l'entreprise Lafarge facilite énormément les comoriens en ce qui concerne la construction. Ainsi nous avons agrandi MPC dans le commerce du ciment pour ne pas rester uniquement dans l'alimentation », conclut-il.

Kamal Gamal

## RETRAITE MINISTÉRIELLE DE LA COI

## L'avenir de la COI au cœur du conseil des ministres

La retraite ministérielle sur l'avenir de la Commission de l'Océan Indien a débuté hier jeudi par la réunion des Officiers Permanents de Liaison (OPL). Ce vendredi, les ministres des affaires étrangères vont débattre pour l'avenir de l'organisation.

L'Union des Comores accueille jusqu'au 3 août une retraite ministérielle sur l'avenir de la Commission de l'Océan Indien. Hier jeudi, la retraite a commencé par la réunion des Officiers Permanents de Liaison qui ont échangé sur les points qui vont être

débatte ce vendredi par les ministres des affaires étrangères des Etats membres de la COI. Présent dans la réunion, le secrétaire général de la COI a tenu à montrer l'importance de ces assises pour l'avenir de l'organisation pour les années à venir. « On a organisé cette retraite ministérielle afin de permettre aux ministres des affaires étrangères de discuter profondément des objectifs et orientations nouvelles par rapport au temps, à la géopolitique et par rapport au temps que nous menons actuellement », déclare Hamada Madi. A l'issue de cette retraite ministérielle, plusieurs questions se

posent.

Qu'attendent les Etats membres de leur organisation ? Quels moyens et quelles ressources pour répondre aux défis multiples et complexes du développement durable ? Faut-il revoir ses missions, son mode de fonctionnement ? Comment la COI peut-elle contribuer davantage encore à la croissance, au progrès social, à la préservation des équilibres écologiques ? Quel rôle dans un paysage régional de convoitises et de rivalités ? Quels partenariats pour relever les défis de sécurité, de croissance, d'épanouissement social et climatique ? Quelle forme doit prendre

le dialogue croissant avec les Etats tiers et les organisations internationales ?

Ce sont ces questions que les ministres des affaires étrangères des Etats membres de la COI ou leurs représentants débattront tout au long de ces deux jours de conclave. « Cette rencontre revêt une importance capitale pour l'avenir de l'organisation. Elle aura vocation de renforcer la coopération régionale et moderniser la commission sur tous les plans », avance Jacques Belle, le président du Comité des OPL. Ce dernier montre par la suite que les OPL devraient se pencher sur les vraies

questions qui demandent un véritable débat tout en tenant compte des travaux antérieurs et à se référer sur ce que prévoit les textes fondateurs et opérationnels de la commission. « Nous ne sommes pas appelés à réinventer la roue ni remettre en question les textes fondamentaux mais plutôt nous mettre d'accord sur les points manquants, les insuffisances et les points méritant à être débattus », poursuit-il. Tout ce qui va être discuté tout au long de ces trois jours constituera la « Déclaration de Moroni » qui servira de guide pour l'avenir de la COI.

MY

## EXPLOSIONS DE MINES

## « Climat de psychose à Anjouan »

Depuis le mois de juillet dernier, des explosions ont retenti sur l'île d'Anjouan de façon assez régulière. Si bien que le département d'Etat américain a jugé bon de déconseiller de s'y rendre. Certains citoyens parlent de « climat de peur ». Pour le secrétaire général à la présidence, Sounhadj Attoumane, « il y a bien quelques soucis mais qui sont en passe d'être réglés ».

Le 31 juillet, le département d'Etat américain a publié un communiqué sur Facebook, faisant état « de rapports d'explosions près de l'île d'Anjouan. Les explosions ont été imprévisibles et la source n'est pas claire ». Le département d'Etat a par ailleurs

déconseillé « le voyage sur l'île d'Anjouan ».

Depuis le début du mois dernier, l'île d'Anjouan est le théâtre d'explosions, qui, fort heureusement n'ont pas fait de victimes. Concernant le communiqué du ministère des affaires étrangères américain, le secrétaire général de la présidence, Sounhadj Attoumane, a déclaré sans ambages « que les américains sont en retard de quelques semaines comme souvent ». Il a concédé « que des explosions ont bien eu lieu à Anjouan mais la dernière remonte à plusieurs jours ». Pour lui, « certains jouent au chat et à la souris, des mines ou parfois des pétards explosent dans le seul but de faire peur à la population, des mécontents politiques tirent les

ficelles et manipulent les plus jeunes ». Celui qui est connu pour ne pas avoir sa langue dans sa poche s'est bien gardé de dire qui en étaient les instigateurs. « Il y a quelques petits soucis mais qui sont en passe d'être réglés », a-t-il avancé. Et comme pour confirmer « une situation qui est loin d'être insurrectionnelle », il a fait remarquer « que le président Azali Assoumani s'y trouvait, sa femme elle-même a pris part à un mariage à Ouani, à Anjouan comme partout dans le pays, l'ambiance est à la fête ».

Une citoyenne a pourtant, fait état « de la circulation quasi impossible à la tombée de la nuit, à cause des fouilles intempestives des forces de l'ordre et de la peur qui règne ». Elle a par ailleurs évoqué « l'irrup-

tion des forces de l'ordre dans un mariage ce mardi, causant l'évanouissement de certains convives ». Un autre interlocuteur qui a requis l'anonymat évoque lui, « une ambiance délétère, un climat de peur, et des arrestations qui se succèdent ». C'est notamment le cas de Loukman Badrane, un opérateur économique de l'île

Toujours est-il que notre source anonyme a parlé de près d'une dizaine d'arrestations, toutes liées aux explosions qui ont eu lieu récemment « dont deux militaires, l'un d'entre eux vient d'être gracié par Azali Assoumani ». Les épouses d'anciens commissaires du gouverneur Salami en détention provisoire depuis octobre dernier, ont elles aussi été arrêtées.

S'agissant du nombre exact de personnes interpellées, le procureur de la république d'Anjouan, n'a pas donné suite à nos appels alors qu'il nous avait demandé de le joindre en début d'après-midi.

Seul l'ancien conseiller à la santé, Sounhadj Attoumane a bien voulu répondre à nos questions. Celui-ci a regretté que « depuis l'époque du séparatisme, rien n'a été fait pour réconcilier les anjouanais entre eux d'abord et avec le reste de la population comorienne. C'est « une île à problèmes partagée entre les soutiens de Mohamed Bacar (en exil au Bénin), les chiites, les partisans du Juwa, etc ; il faut un vrai travail de cohésion nationale », a-t-il déclaré.

Fsy

## AGRICULTURE

## "Développer plus les filières de rente pour améliorer l'exportation"

Dans le cadre de la préparation du projet d'appui aux Filières d'Exportation et de Développement Rural en Union des Comores, le ministère de l'Agriculture avec l'appui de l'Agence Française de Développement AFD et l'équipe de consultants Tero, ont organisé hier jeudi 1er août un atelier de validation des résultats à mi-parcours. Améliorer les revenus des différents acteurs de ces filières et augmenter les valeurs ajoutées, les volumes de production et d'exportation des produits tels étaient l'objectif de cet atelier.

Valoriser les filières de rente notamment l'Ylang-Ylang, la Vanille, le Girofle et Maraîchage tel est l'un des objectifs du ministère de l'agriculture de la pêche et de l'environnement. C'est pour cela, qu'avec l'appui de l'AFD et l'équipe de consultant Tero, il a convié hier, les producteurs et les distillateurs d'Ylang-ylang et les préparateurs de la Vanille ainsi que

les exportateurs, à prendre part dans l'atelier. Beaucoup de sujets étaient discutés dont le diagnostic des filières d'exportation des produits de rente et maraichers à la grande Comore et Anjouan qui sont les deux zones d'intervention proposées. Cela concernait essentiellement sur la production et la commercialisation des produits, les enjeux environnementaux, sociaux

et climatiques et stratégie d'intervention, pour ne citer que ceux là.

Dan son intervention, le socio-économiste de Tore, Pierre Johnson, s'est étalé sur les enjeux de la filière ylang-ylang. Il a montré les enjeux partagés par tous les acteurs, a cité l'accès à l'énergie pour la distillation, l'accès à l'eau, la qualité des huiles essentielles et l'instabilité, opacité de la demande et des

cours. Selon lui, le bois énergie devient rare et cher. La déforestation est préoccupante (Jimlime, Nioumake...). « Beaucoup de rivières sont asséchées (Anjouan), la réutilisation de l'eau de refroidissement paraît essentielle. Le frelatage paraît en recul, mais la gradation n'est pas toujours satisfaisante », avance-t-il.

Ce dernier a montré que le dialogue interprofessionnel est en cours dans la filière ylang-ylang. « Une interprofession doit prendre naissance dans les prochains mois, des représentants de certaines professions sont ici présents », lance-t-il avant d'ajouter que « avant cet atelier, nous avons fait deux semaines d'étude avec les acteurs concernés et nous avons compris leurs difficultés. Nous avons mis en place ce projet d'appui aux filières d'exportation afin d'apporter une solution pour valoriser et développer ces produits », poursuit-il.

De son côté, Ibrahima Sittina Farate, consultante locale, elle a signalé les enjeux socio-éco-

nomiques de la filière vanille. « Le prix de la vanille préparée à quatre mois en octobre est déterminé par les principaux exportateurs qui n'exportent pas. Seuls ceux qui exportent peuvent affiner 9 à 12 mois. Les producteurs sur Anjouan voudraient un accès direct au marché international. Alors il n'existe pas encore de véritable structure de dialogue interprofessionnel dans la filière vanille. L'Office National de la Vanille est une institution gouvernementale, chargée de la régulation de la filière », explique-t-elle.

Il est attendu de cet atelier un système de production et diversification possible, un plan d'action pour l'augmentation qualitative et quantitative des productions d'ylang-ylang, girofle et vanille et un plan stratégique pour l'amélioration de la production, de la transformation et de la commercialisation des filières d'exportation.

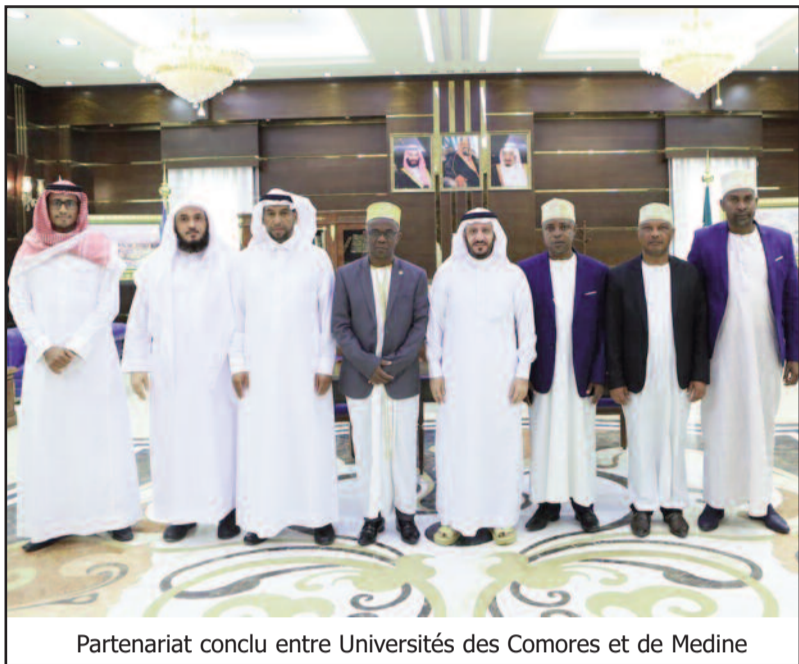
Nassuf Ben Amad



Acteurs de la Filière vanille en réunion

## COOPÉRATION UNIVERSITAIRE ENTRE MORONI ET RIYAD

# Les Universités des Comores et de Médine signent un mémorandum d'attente



Partenariat conclu entre Universités des Comores et de Medine

*Mercredi dernier, les responsables de l'Université des Comores et de l'Université de Médine ont signé un mémorandum d'entente pour renforcer la coopération universitaire dans plusieurs domaines.*

L'Université de Comores et celle de Médine en Arabie Saoudite ont signé un mémorandum d'entente dans plusieurs domaines dont celui du partage des connaissances, des expériences scientifiques et pédagogiques entre les deux institutions. La signature a eu lieu mercredi dernier entre le directeur de l'Université Islamique de Médine, Med al-Otaibi et Dr. Abdullah ben Saïd Hassane, Administrateur de

l'Université des Comores, en présence de Mouigni Hamza Saïd Issimaila, Secrétaire Général Adjoint de l'Université, Dr. Elamini Mohseni, Directeur Adjoint des Relations Internationales et Ibrahima Abdou, agent comptable, coté comorien.

« Pour développer des relations académiques et des connaissances et pour renforcer des programmes conjoints entre les deux universités, les deux institutions ont signé un mémorandum d'entente pour améliorer le niveau scientifique et administrative des professeurs et chercheurs académiques conformément aux points convenus », se réjouit le secrétaire adjoint Mouigni Hamza Saïd Issimaila.

Les deux parties s'engagent à

affermir la communication scientifique et pédagogique pour atteindre les objectifs communs mais aussi elles ont convenu d'un planning d'échange des programmes d'études, des livres, des matières universitaires, des impressions, d'expériences académiques et projets de recherches scientifiques, encourager la publication d'articles et recherches qui ont été publiés par les deux universités aux revues scientifiques et aux périodiques. Le mémorandum parle d'échange des professeurs, selon les règlements intérieurs des deux universités.

Ibnou M. Abdou

## POLÉMIQUE AUTOUR DE LA MENTION « TRÈS BIEN »

## L'école de la solidarité de M'béni hausse le ton

*Lors de la proclamation des résultats du baccalauréat 2019, les noms des établissements qui ont obtenu la mention « Très bien » ont été tous cités à l'exception de l'école de la solidarité islamique de M'béni. Une décision qui a poussé la direction à hausser le ton et crier au sabotage.*

Le baccalauréat session 2019 a enregistré trois mentions « très biens ». Tous issus de la série C avec des écoles et régions. Il s'agit de Ayad Abdallah Sinane du Lycée de La Pléiade, de Sarah Idrisse Abdou du Gsfa et d'Abdoul-illahi Abdoulhakim de l'école de la solidarité islamique de Mbeni. Mais lors de la proclamation, le jury a cité seulement les deux établissements de Moroni et omis de citer celle de Mbeni. Ce qui a frustré les responsables de l'établissement Du chef lieu de Hamahamet qui qualifie de sabotage cette omission. « Si Abdoul-illahi a été cité en premier, nous allons comprendre qu'il s'agit d'une erreur mais puisque il a été précédé par les deux premiers de Moroni, et ils ont cité leurs établissements respectifs, en oubliant le 3eme, nous ne pouvons qu'exprimer notre étonnement », regrette Mohamed Youssouf, directeur général de l'école de la solidarité islamique de Mbeni qui accuse les administrateurs de l'examen d'être à l'origine de l'incident.

Ce dernier reste convaincu que tous les étudiants doivent être traités de la même manière. Le directeur de l'établissement a rappelé par la suite qu'au lendemain de la proclamation des résultats, il a signalé l'erreur au président de jury et que ce dernier a exprimé un signe de regret. « Mais hélas, il n'y a pas eu de réaction après cette conversation », di-t-il.

Quant au proviseur de cette école, il dit ne pas comprendre pourquoi l'élève et son école sont victimes d'un tel oubli. Saïd Abdou qui est également professeur de physique dans cette école atteste

l'excellent niveau de l'élève. « Je connais Abdoul-illahi Abdoulhakim. Il devrait avoir une mention plus élevée que celle-là. Je m'attendais à une mention excellente », lance-t-il. L'école de la solidarité Islamique de M'béni est créée en 1989. Cette année, en série C, ses candidats ont tous décroché leur Bac avec mention dont une « Très bien ». En série D, sur 23 présentés, 19 sont admis et 4 recalés pendant en série A4 ; 15 sont admis sur 22.

Ibnou M. Abdou



Responsables de l'école de la solidarité de Mbéni

### SOLLICITATION DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT RELANCE

en vue de la sélection d'un Consultant Individuel pour assurer  
l'« Assistance technique pour le projet SWIOFish2 au service de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (FPAOI) »

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France au nom de la Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le projet SWIOFish Regional (Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth

Project). Il se propose d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre des contrats des Consultants Individuel qui assure l'« Assistance technique pour le projet SWIOFish2 au service de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien »

2. La mission du Consultant consiste à apporter un appui technique pour renforcer la capacité de la FPAOI, de son Secrétariat et de ses membres pour à la mise en oeuvre de leur plan d'actions au sein du projet SWIOFish2 c'est-à-dire (i) assister techniquement la FPAOI à toutes les planifications des activi-

tés, (ii) appuyer la FPAOI pendant toutes phases de réalisation, (iii) contribuer à la conception et mise en oeuvre de plan de communication, (iv) assurer le suivi-évaluation de la mise en oeuvre des activités fixées (v) collaborer et maintenir la relation avec les partenaires et bailleurs sur la stratégie de plaidoyer et de renforcement des capacités en communication et (iv) assurer le renforcement de capacité des membres pour la mise en oeuvre des décisions des organes directeurs de la FPAOI;

3. La mission sera effectuée au niveau de la région du Sud-Ouest de l'Océan Indien.

4. Le Consultant travaillera sous la supervision de la Commission de l'Océan Indien.

5. La durée estimée des prestations est d'un an renouvelable jusqu'à la fin du projet. Le début des prestations est prévu en septembre 2019.

6. La Commission de l'océan Indien (COI) invite les consultants admissibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services décrits ci-dessus. Ils doivent fournir les informations justifiant qu'ils sont en mesure de mettre en oeuvre les expertises nécessaires et d'exécuter les prestations en question (curriculum vitae, copie des diplômes et attestations, références

concernant l'exécution de contrats analogues, ...).

7. Une version des termes de référence est disponible dans le site web de la Commission de l'océan Indien <http://commissionoceanindien.org>

8. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en version électronique sous format non comprimé à l'adresse ci-après au plus tard le lundi 12 Août 2019 à 16 heures 30 minutes (heures de Maurice GMT+4) :

e-mail : [innocent.miada@coi-ioc.com](mailto:innocent.miada@coi-ioc.com) et : [njiva.r@coi-ioc.com](mailto:njiva.r@coi-ioc.com)

Référence : « Relance Assistant technique pour le projet SWIOFish2 au service de la Fédération des pêcheurs artisans de l'océan Indien (SW2/Y1-C027) »

9. Les Consultants individuels seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans les Directives de la Banque Mondiale sur la Sélection et Emploi des Consultants.

10. Les consultants individuels intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en envoyant courriel aux adresses visées au paragraphe 8

## FOOTBALL : COSAFA CUP WOMEN 2019 EN AFRIQUE DU SUD

## Faute d'expérience concluante, les Cœlacanthes s'inclinent (17-0)

Le Cosafa Cup 2019 dames bat son plein en Afrique du sud. Présents pour la 1ère fois dans la compétition, faute d'expériences internationales, les Cœlacanthes féminins ont succombé face aux locales, les Banyana Banyana (17-00), malgré le renfort des 12 « Je Vienne » de France. Mais, en termes de compétition, il n'y a pas de perte. Il y a toujours des leçons à retenir. L'édition 2020 pourrait être la bonne. Le 2e choc des Comoriennes est attendu face aux Barea de Madagascar. Un match équilibré !



L'édition 2019 de la Coupe du Council of Southern Africa Football Association féminine (Cosafa Cup Women) a démarré avant-hier en Afrique du sud. L'entrée expérimentale des Cœlacanthes féminins des Comores s'est révélée décevante, l'inexpérience à la base, mais non infructueuse sur le plan pédagogique. Les Comoriennes ont eu la malchance de tomber dans la poule de la mort, à coté de l'Afrique du sud, de Madagascar, et du Malawi. En duel sportif, hériter un gros morceau pour une entame n'est pas évident. Malgré tout, la motivation est là, et c'est avant tout le plaisir de jouer et

la soif de découvrir de nouvelles techniques et tactiques qui doivent animer le groupe.

A cause d'une inexpérience de haut niveau, nos ambassadrices sont classées, à tort ou à raison, parmi les concurrentes non favorites. Les Banyana Banyana sont les détentrices sortantes du trophée de cette 7e

édition de la compétition de l'Association des Fédérations du Football de l'Afrique australe. Et s'il vous plaît, ces Sud-africaines ont récemment pris part au Mondial féminin de France 2019, et tenu tête aux Tricolores. Cette glorieuse entrée face aux nôtres est un signal fort, adressé aux autres prétendan-

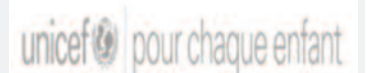
tes au titre. Réussiront-elles à se succéder ?

Pour le match, les Banyana Banyana ont croqué les Cœlacanthes (17-0). Elles s'étaient appuyées sur la vivacité et les talents des grandes pionnières Makhubula, Makhubela, Fulutudilu, Makhabane, Refiloe,

Ndimeni ou encore Mthandi pour perpétrer le massacre. Mais, en termes de compétition, il n'y a pas de perte. Il y a toujours des leçons à retenir. Aujourd'hui, les Comoriennes se livrent au 2e choc de la poule (A). Elles affrontent les Barea de Madagascar, et parallèlement, l'Afrique du Sud et Malawi croisent le fer.

Achiraf-frère, ancien attaquant d'Étoile club d'Anjouan de Majunga est préoccupé : « Décidément le football féminin comorien a du mal à décoller. Battu (13-0) en 2014 à Mitsamiouli par les Sud-africaines, les Cœlacanthes féminins, malgré un renfort de 12 expatriées, issues de la diaspora, ont perdu face au même adversaire, les Banyana Banyana, avec un score fleuve (17-0). Il est vrai qu'il y a une différence énorme de statut entre les joueuses amateurs comoriennes et les Mondialistes professionnelles sud-africaines. Mais le score (17-00) traduit quand même un malaise au sein de nos ambassadrices. Il y a quelque chose à faire pour stopper l'hémorragie ». Tous les Cœlacanthes masculins, féminins et jeunes ont besoin d'urgence d'un diagnostic rigoureux et d'une thérapie de choc.

**Bm Gondet**



Moroni, 29 Juillet 2019

Dossier Réf: No: OPS/HRM/2019/142

## AVIS DE RECRUTEMENT

**Titre du Poste :** Consultant national pour L'analyse des politiques et programmes de nutrition maternelle Union des Comores

**Programme :** Nutrition, UNICEF Iles des Comores

**Lieu :** Moroni

**Durée du contrat :** Un (01) mois

### 1. Objectifs de la mission

L'objectif général est d'effectuer l'analyse des politiques et programmes de nutrition maternelle en Union des Comores en vue d'identifier des actions clés pour accélérer la mise à échelle des actions en faveur de la nutrition maternelle dans le contexte des actions multisectorielles.

De façon spécifique, cette consultation permettra (i) examiner dans quelle mesure les politiques et les orientations des programmes de nutrition du pays sont conformes aux recommandations de l'OMS 2016 ; (ii) effectuer une analyse des tendances des indicateurs clés de la santé / nutrition de la mère et de l'enfant (iii) examiner la couverture des interventions nutritionnelles de la mère et identifier les principaux obstacles et facilitateurs et plateformes d'utilisation des services, et (iv) identifier les principaux goulots d'étranglement pour la livraison et l'adoption des interventions nutritionnelles maternelles.

### 2. Qualifications et expériences requises

Les qualifications, compétences et expérience requises et souhaitables pour entreprendre cette mission sont :

- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle en matière de mise en œuvre des programmes de santé publique/ santé de la reproduction, ou nutrition
- Au moins 3 ans d'expérience en matière d'élaboration des rapports de consultation relatifs à des politiques de santé publiques, des programmes de santé maternelle et ou de nutrition
- Connaissance avérée en matière de santé publique/ santé de la reproduction et ou nutrition en Union des Comores.

- Expérience confirmée dans la réalisation des études, analyses, évaluation des politiques ou programmes de santé publique et ou de nutrition en Union des Comores au cours des trois dernières années
- Excellentes aptitudes de rédaction et de communication en français.
- Une expérience et une capacité démontrées de travailler avec des équipes techniques pluridisciplinaires et / ou avec une agence du Système des Nations Unies.
- Etre diplômé au moins d'un master en santé publique/ santé de la reproduction, nutrition, Renforcement des systèmes de santé ou autre domaine pertinent.

**Les détails de la publication de cette consultation sont accessibles sur le lien :**

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/524170?lApplicationSubSourceID=>

### 3. Soumission des candidatures et offres

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invités à déposer leur dossier de candidature en ligne sur la plateforme de recrutement de l'UNICEF **au plus tard le 04 AOUT 2019**

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.  
L'UNICEF est un environnement non-fumeur.

**Tous les dossiers devront être soumis en ligne sur la plateforme de recrutement de l'Unicef en choisissant l'option « applynow » contenu dans ce lien.**

<http://jobs.unicef.org/cw/en-us/job/524170?lApplicationSubSourceID=>

**Alain Joseph Tokam Mambou**  
Chef des Opérations

MUSIQUE

# “HOLO”, une merveille

La sortie de “HOLO”, deuxième album solo Dadiposlim après “Twamaya” en 2015 est actée pour cette journée du 2 Août 2019. En pré-écoute avec des journalistes de la place dans son studio, Twamaya House, Dadi revient sur son projet, ses liens avec Cheikh et son featurings avec l’artiste tanzanien, Rayvany.

Un pur régal, le nouvel album de Dadiposlim. Composé de 13 titres, “Holo” dont la sortie est prévue ce 02 août va émerveiller les auditeurs. Dans un nouveau style outre que son RnB, le jeune talent s’affirme avec des nouvelles sonorités orientales, africaines et locales sur des rythmes twarab. Certes, la voix de Dadi reste la même avec ces notes musicales qui ont fait de lui le finaliste de la dernière édition de The Voice Africa, mais le plus touchant est le nouveau style appliqué dans “Holo”. « Ce style me correspond et j’affirme que rien n’a changé chez moi.

Seulement, il y a une couleur africaine dans ce nouveau album », explique Dadiposlim.

La couleur africaine sur ses titres, on les ressent sur des morceaux comme “Ndami (Moi)” ou “Ma Chérie” pour ne citer que ceux-là. Pour rassurer sur cette tendance qui fait son nouvel album, Dadi précise qu’il s’agit d’une nouvelle base d’évolution née en écoutant souvent les musiques africaines à l’instar de Youssou Ndour. Pour lui, ces nouvelles sonorités, ça change un peu de ce qu’on a l’habitude d’entendre de lui. « J’ai essayé, dit-il, de ramener une touche africaine et cela semble bien réussie ». Sur ce nouveau rythme, Salim Sultan de son vrai nom dit avoir opté pour un style tendance.

Après « Twamaya » en 2015, Holo revient avec des featurings visés et choisis. On retrouve Rayvany sur le titre “Comorian Girl”, Moumtaz dans “Nkalizi”, “NHL” avec Da Most Wanted et Momoboss et “Mzitrani” avec



Dadiposlim dans son studio

Cheikh Mc, son directeur artistique. Avec “Holo”, Dadi chante l’amour au pays, place l’espoir à sa place et appelle à un engagement de la jeu-

nesse. Passe-t-il de l’amour, dont il a toujours chanté, à l’engagement social ? Dadi fait savoir qu’à travers le temps, sa musique doit prendre

une autre ampleur. « Nous ne pouvons que chanter l’amour. A un moment, nous devons aussi chanter pour sensibiliser sur la bonne cause », avance-t-il. Parlant de la pochette de son disque, Dadi dit que c’est une idée de Maoni Corner Picture et Abdou Mwandziwa. L’artiste annonce qu’une semaine après la sortie de cet album, un concert est prévu au stade de Moroni puis suivra une tournée qui sera annoncée dans les prochains jours.

Juste après la séance de pré-écoute, les internautes garde leur mal en patience pour la sortie de l’album attendu ce 02 Aout. « Une voix aussi limpide, des paroles profondes. Et l’amour, toujours chanté, toujours célébré », telle est la ressentie d’une consœur juste après avoir entendu l’ensemble des morceaux.

A.O Yazid



# Karibu ! Bienvenue ! Welcome !

# UPRIM COMORES

« Investissez dans une valeur sûre, choisissez UPRIM! »

**DÉCROCHEZ LES DIPLÔMES DE**

Communication

Gestion et Management

Commerce et Marketing

Droit

Paramédicaux

Licence

Master I

Master II

Relations Internationales et Diplomatie

Droit Public

Technicien de laboratoire

Anesthésiste

Urgentiste

Echographiste

Kinésithérapeute




UPRIM COMORES : COULEE, Tél. 4330267-455 75 64-347 08 97 mail:uprim.comores@gmail.com

WO MSOMO OUWO NDE CHOMBO YIHOU KABISA PVOKO NGARIDJO HOUDJOI RIROUMIYE YILI RI BADILI YE DOUNIA